

Front unique ouvrier pour l'autodéfense !

Après la répression violente contre les gilets jaunes, contre les manifestants qui défendent l'environnement, contre les manifestants et des grévistes mobilisés en défense des retraités, le meurtre de Nahel Merzouk lors d'un contrôle policier le 27 juin suscite une manifestation de masse à Nanterre et cause un soulèvement d'une partie de la jeunesse victime de l'échec scolaire, du chômage et de la discrimination. Laisse à lui-même, le soulèvement dégénère plus d'une fois en destruction et en pillage.

Le gouvernement Macron-Borne-Darmanin en tire prétexte pour envoyer, dans les quartiers les plus pauvres, les unités censées lutter contre le grand banditisme et le terrorisme (BRI, GIGN, RAID), des drones, des hélicoptères et même des blindés.

Alors, les porte-paroles des policiers (Alliance Police, affilié à la CFE-CGC, et UNSA Police) se déclarent « en guerre » contre « les hordes sauvages » et exigent contre « ces nuisibles » de bénéficier « d'une protection juridique du policier » (30 juin 2023).

Les « nuisibles » visés par les réactionnaires ne sont pas ceux qui interdisent aux frontières l'entrée aux réfugiés, qui pourchassent les travailleurs sans-papiers, qui humilient des dizaines de milliers de jeunes par leurs incessants contrôles au faciès, qui mutilent des manifestants en tirant au LBD, qui tuent lors de contrôles sur la voie publique ou des protestations écologistes.

Au contraire, Alliance Police, UNSA Police et SGP Police (affilié à FO) exigent que le policier de Marseille inculpé pour avoir tiré le 1^{er} juillet à bout portant avec son LBD sur un jeune sans histoire mais arabe et l'avoir roué de coups avec 3 collègues des BAC ne soit pas emprisonné. Le directeur de la police appuie les « syndicalistes », le ministre de l'intérieur soutient le directeur de la police : « Je le soutiens totalement, et je suis très fier qu'il soit mon collaborateur » (Gérard Darmanin, *Le Monde*, 27 juillet). Le policier est relâché.

Il ne s'agit pas de bavures, de mauvais comportements de quelques « factieux » au sein d'une bonne « police républicaine », d'une police et d'une gendarmerie qui seraient victimes de mauvaises décisions du gouvernement.

Les gendarmes sont rattachés à l'armée. Les « revendications » des policiers sont invariablement plus de moyens de répression et moins de libertés.

Les listes fascistes Alliance, UNSA Police et SGP ont obtenu à elles trois 84,58 % des voix aux dernières élections professionnelles de la police nationale, en décembre 2022. Ces « syndicats » sont membres, respectivement, de la CFE-CGC, de l'UNSA et de FO, qui faisaient partie de l'Intersyndicale qui a empêché la grève générale au printemps.

Selon les instituts de sondage, entre 44 et 60 % des policiers et militaires ont voté Le Pen au premier tour en 2022.

Tous les groupes fascistes qui sévissent contre le mouvement ouvrier, les Noirs et les Arabes sont en lien avec des policiers et des militaires.

Les gendarmes et les policiers ne sont pas des travailleurs comme les autres. Dans les sociétés capitalistes, la police sert avant tout à la répression de la classe exploitée et des opprimés. Pour cette raison, en France comme ailleurs, les gouvernements qui étranglent la santé publique et l'enseignement public dépensent sans compter pour la police, la gendarmerie et l'armée. Pour cette raison, la retraite à 64 ans ne s'applique pas aux policiers et aux militaires.

Depuis la loi de 2017, les policiers sont autorisés à faire usage de leur arme en cas de « refus d'obtempérer » s'ils se sentent menacés. Depuis début 2022, 15 personnes sont mortes à cause de ce permis de tuer.

Devant la montée de la violence de l'État, les partis « réformistes » (PCF, PS, LFI) s'en remettent tous à l'État bourgeois lui-même.

Nous attendons du président de la République qu'il joue son rôle de garant de la constitution en faisant le nécessaire pour rétablir l'ordre républicain dans la police. Ce qui se passe sous nos yeux est extrêmement dangereux et inquiétant pour le respect de l'état de droit et les fondements de notre démocratie. (LFI, Communiqué, 24 juillet)

Comme si Macron, avec qui ils ont mangé le 30 août, n'était pour rien dans la violence policière. Comme si, sous toutes les républiques bourgeoises, de 1848 à aujourd'hui, la police et la gendarmerie avaient cessé un seul jour de servir contre les grèves, les manifestations ouvrières, la jeunesse révoltée, les minorités ethniques.

Le seul exemple à suivre est celui de la Commune de Paris, quand les travailleurs en armes ont dissous la police bourgeoise.

Hors des syndicats, les mercenaires de la bourgeoisie !

Abrogation du permis de tuer, interdiction des LBD !

Autodéfense des manifestations et des grèves par des services d'ordre et des piquets de grève !

Désarmement de la police et de l'armée de métier, remplacement par le peuple en armes !

20 septembre 2023

